

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Devant les offensives diplomatiques de Podgorny et de Castro L'AFRIQUE EST VIGILANTE

L'Afrique demeure au centre de l'attention internationale tant par la tension armée qui s'y développe que par l'offensive diplomatique déployée au même moment par le social-impérialisme soviétique.

Castro joue en effet ces jours-ci les Kissinger révisionnistes en sillonnant entre le 1er et le 27 mars une dizaine de capitales africaines : Alger, Tripoli (Libye), Aden (Sud-Yemen), Mogadiscio (Somalie), Addis-Abeba (Ethiopie), Dar-es-Salam (Tanzanie), Beira (Mozambique), Luanda (Angola), Lusaka (Zambie), pour justifier le maintien de ses troupes en Angola et tenter d'imposer ses «conseillers» militaires à de nombreux pays africains pour les ligoter dans la mouvance de Moscou (en dehors de l'Angola où séjournent toujours environ 15 000 soldats cubains, 3 500 soldats et instructeurs cubains seraient déjà à pied d'œuvre dans des pays africains).

APRES LES INSULTES LA POLITIQUE DU SOURIRE

Dans le même temps, le Kremlin passe directement à l'offensive de charme en dépêchant en Tanzanie, Zambie et Mozambique, Podgorny flanqué d'une imposante délégation forte d'environ 150 personnes.

Cette agitation diplomatique survient quelques mois seulement après que l'Afrique ait été sillonnée par Kissinger intrigant pour les intérêts de l'autre superpuissance.

C'est la politique du sourire, de la main tendue et des écus sonnants et rébuchants qu'adopte actuellement le Kremlin en direction de pays africains qu'il insultait grossièrement il n'y a pas si longtemps. Podgorny a même eu le cynisme de déclarer vertueusement que «l'URSS ne prendrait pas de repos» tant que l'Afrique ne serait pas totalement libérée du colonialisme et du racisme.

N'OUBLIONS PAS LE ZAIRE

Mais le miel de ses discours ne peut suffire à tromper les peuples africains. Au moment même où il multiplie ces déclarations rassurantes, la frontière du Zaïre s'enflamme sous l'assaut des troupes mercenaires venues d'Angola que l'URSS maintient sous sa botte. Des charters entiers de mercenaires

(suite p. 2)

Du changement !

BARRE REMPLACE BARRE



Ainsi donc après 7 mois d'existence, le gouvernement Barre I vient de démissionner pour faire place à un gouvernement Barre II.

Ce futur gouvernement, d'après Giscard lui-même sera un gouvernement restreint, d'une quinzaine de membres, un gouvernement de techniciens dégaçés des

emprises politiques. Ceci, c'est ce que l'on nous dit, mais c'est également ce que l'on nous disait de Barre lors de son arrivée au poste de premier ministre, cela ne l'a pas empêché de se mouiller jusqu'au cou dans le panier à crabe municipal et à boire un bouillon avec son poulain d'Ornano.

Pour deuxième fois de

suite, Giscard essaie de nous faire le coup des ministres «au-dessus des partis». Il faut voir l'origine principale de cette tactique dans le profond discrédit qui s'est abattu sur les partis de l'ancienne majorité tant dans la classe ouvrière qui reconnaît en eux les représentants du capital au pouvoir que dans une partie grandissante de la bourgeoisie qui préfère maintenant miser sur le cheval, moins fatigué de l'Union de la gauche.

Giscard espère donc s'en tirer avec des «spécialistes» qui ne feraient pas de politique, laissant cela à ceux dont c'est l'activité principale, mais qui eux ne gouverneraient pas.

On se demande bien à qui Giscard veut faire gober cela ? Car si des gens comme Barre peuvent se dire «au-dessus des partis», le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ne peuvent pas se dire au-dessus des classes...

Le «théoricien» Barre a bien vite fait de montrer que sous son masque «scientifique» se cachaient une oppression et une exploitation encore accrue de la classe ouvrière. Nous n'attendrons pas autre chose de ce nouveau gouvernement.

Ces divergences sont toutefois secondaires par rapport à celle, fondamentale qui l'oppose au prolétariat et, entre sa perte et un nécessaire changement de forme, la bourgeoisie n'hésitera pas.

L'avantage énorme que présentent cependant actuellement le Programme commun pour la bourgeoisie, c'est qu'il bénéficie d'un certain accord populaire.

Les sociaux-démocrates et les révisionnistes trompent suffisamment les masses pour que l'on puisse tenter de leur faire gérer un gouvernement de crise. L'expérience de la libération et du «retroussez vos manches» est là, elle aussi.

Face à ces deux possibilités, Giscard vient de choisir de ne pas se prononcer pour le moment. Il a un an, avec Barre et son plan d'oppression renforcé du peuple, pour attendre le résultat des législatives. On peut d'ores et déjà dire qu'il n'existe plus de majorité aujourd'hui, les attaques de Giscard lundi soir étaient autant tournées contre Chirac que contre le Programme commun, il n'existe plus, pour une année qu'un gouvernement de transition dont le rôle est de faire la liaison jusqu'au choix réel de la bourgeoisie en 78, choix de la bourgeoisie car jamais les travailleurs n'ont pu une seule fois exprimer leur véritable volonté de lutte et de changement au travers des élections, instrument de la bourgeoisie, installé par elle et à son service.

En ce qui nous concerne, entre les deux principales solutions qui s'offrent à la bourgeoisie, nous refusons de choisir. Ce choix n'est pas le nôtre, car le nôtre c'est précisément la chute de la bourgeoisie et son remplacement par le gouvernement prolétarien. C'est pourquoi devant ce nouveau gouvernement comme devant l'autre, notre mot d'ordre reste le même «Ni plan Barre, Ni Programme commun».

Editorial

Un gouvernement de transition

Il ne fait aucun doute, que c'est le sévère échec que vient d'essayer la majorité actuelle aux élections qui a poussé Giscard à précipiter ce changement de gouvernement.

La situation dans laquelle se trouve le pouvoir est certainement une des plus difficiles qu'ait eu à affronter un gouvernement de la Ve République. A l'origine de cette situation, une immense poussée des luttes populaires et de la volonté de changement au niveau des institutions politiques. L'aggravation simultanée du chômage et de la hausse des prix s'est traduite par une lame de fond que la bourgeoisie envisage avec de plus en plus d'inquiétude. Pour elle, deux solutions pour tenter d'endiguer ce courant populaire. L'une est représentée par Chirac et ses amis du RPR. C'est la solution la plus classique de la Ve République. On tente d'isoler au maximum la classe ouvrière en brandissant le spectre du collectivisme afin de retrouver une majorité, même silencieuse et, à partir de là, on reprend les choses en main et on continue comme depuis 20 ans avec, si c'est nécessaire, un renforcement de l'appareil répressif.

La seconde, c'est le Programme commun. En tant que programme de gestion loyale de ses intérêts, le Programme commun peut tout à fait convenir à la bourgeoisie. Par rapport au système précédent, il présente, pour la bourgeoisie au pouvoir, quelques inconvénients. Le plus important étant la crainte de se voir déposséder de tous les postes clés de l'appareil d'Etat par une bande rivale.

Un autre inconvénient est la réticence à jouer sa dernière carte. L'exemple italien n'est pas loin pour montrer que les révisionnistes au pouvoir ne trompent pas très longtemps les masses.

SAMEDI 2 AVRIL
à l'appel du Comité de coordination
des foyers Sonacotra
en grève
MEETING POPULAIRE
de 14 à 18 h
A LA MUTUALITE



Pour protester contre la pollution Les marins-pêcheurs bloquent le port du Havre

Depuis lundi matin 6 heures, le port du Havre est à nouveau bloqué, barré par les chalutiers des marins pêcheurs de la baie de la Seine. Ceux-ci veulent ainsi obliger l'administration à ne plus délivrer aux industriels d'autorisation de rejet de phospho-gypse au large du littoral. Ils exigent aussi l'application des jugements interdisant le déversement des déchets industriels dans le fleuve.

Depuis plusieurs années, ils ont entrepris des actions de toute sorte pour mettre fin à une pollution croissante qui nuit à la pêche. Démarches auprès des autorités, recours au tribunal administratif, rien n'y a fait. Les industriels ne tiennent pas compte des jugements quand ils ne les contournent pas en se servant du maquis juridique, et ceci avec l'accord tacite du ministre de la Qualité de la vie.

C'est après avoir occupé la semaine dernière pendant quelques heures la direction des Affaires maritimes du Havre et après une entrevue infructueuse avec le préfet qu'ils se sont décidés à nouveau à une action plus décisive. Cela fait la quatrième

fois en trois ans qu'ils bloquent ainsi le port du Havre.

Ils luttent contre un déversement de plus en plus massif de «boues jaunes» et de «boues rouges». Les «boues jaunes», résidus de fabrication d'engrais, se composent essentiellement de ce qu'on appelle les «phospho-gypses». 10 000 tonnes sont rejetées chaque jour par trois entreprises : Cofaz au Havre, Rhône-Poulenc et APC à Rouen. Ces deux dernières utilisent des barges qui drainent les déchets depuis Rouen, Grand-Couronne et Petit-Quevilly pour les rejeter dans les zones de pêche des marins du Havre et de la baie.

Quant aux «boues rouges» déversées par l'usine «Thann et Mulhouse», il s'agit de déchets de fabrication de dioxyde de titane : acide sulfurique, sulfate de fer, métaux lourds. Ces déjections ne font que croître dans les eaux de la baie devenues troubles et en tout cas impropres à la vie des poissons. Résultat : 4 000 personnes ont des difficultés de plus en plus importantes à vivre de la pêche.



Les marins pêcheurs barrent l'entrée du port.

Catastrophe aérienne sans précédent

Plusieurs centaines de morts aux premières estimations : tel est le bilan de la collision de deux Boeing 747 aux îles Canaries. Les autorités invoquent jusqu'à présent le brouillard. En fait, pour tenter de briser une grève du personnel de l'aéroport, de nombreux intérimaires sans formation ont été embauchés dernièrement.

Rappelons aussi que cet aéroport est renommé pour ses mauvaises conditions de sécurité. La fatalité et le brouillard ont bon dos.

La loi Veil : même pas appliquée

C'est ce qu'a dénoncé lors d'une manifestation samedi matin à la gare du Nord à laquelle appelaient aussi le MLAC et divers groupes de femmes, le Mouvement français pour le planning familial. Durant le mois de janvier 77, sur les 563 femmes qui ont voulu se faire avorter dans les hôpitaux, 6 seulement ont été acceptées.



Devant les offensives diplomatiques de Podgorny et de Castro L'AFRIQUE EST VIGILANTE

(Suite de la p.1)

res recrutés en France, en Belgique, en Grande-Bretagne décollent tous les jours en direction de Teixeira de Sousa en Angola. Ils pénètrent ensuite à bord de colonne de camions en territoire zairois par la ville de Dilolo. Ces mercenaires qui les paye ? Qui les arme ?

Une centaine d'étudiants zairois ont manifesté lundi matin devant l'ambassade d'URSS à Bruxelles contre la présence cubaine et soviétique sur le continent noir, sous le slogan «L'Afrique aux Africains». Les manifestants ont déployé plusieurs banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Moscou étrangle le Zaïre», ou «Castro-négrier envoie les noirs cubains mourir au Zaïre pour s'en débarrasser».

La manifestation qui s'est déroulée sans incidents, a duré environ un quart d'heure.

Qui les lance à l'assaut du Zaïre, si ce n'est le social-impérialisme russe pour lequel la déstabilisation de la situation au Zaïre serait du plus haut intérêt stratégique pour consolider son influence et sa présence en Afrique centrale ?

• Tchéco slovaquie

La législation tchécoslovaque permet d'interpréter comme un délit «toute activité politique ou publique non-conforme à la ligne politique officielle» souligne un rapport international consacré aux formes de persécutions contre des dissidents.

Sont notamment dénoncés :

- l'existence de lois qui prescrivent des peines de prison pour avoir fait usage du droit d'expression
- la liberté laissée au procureur de prolonger aussi longtemps qu'il le désire la détention provisoire
- le maintien de la garde à vue sans inculpation pendant près de quatre jours
- le grand nombre de perquisitions sans mandat
- les conditions de détention difficiles des prisonniers condamnés pour des délits de conscience
- la pratique étendue du renvoi de leurs emplois des dissidents : en 1972, 1 200 journalistes ont été expulsés de leur syndicat soit 40 % du total. En

LES PEUPLES AFRICAINS NE SE LAISSERONT PAS TROMPER

L'affaire angolaise a

des pays africains ne peuvent manquer d'être vite percées à jour.

Si certains pays tels la Zambie, ont accepté de resserrer leurs liens avec le

reçu par Podgorny au cours de ce voyage n'a sûrement pas été tel qu'il le souhaitait. Les conférences de presse que, en Tanzanie, Podgorny et le président Nyerere de-



Les Katangais, ils ont changé de maîtres, leur rôle: reste le même.

prouvé la faiblesse de son rival américain désorienté et empêtré dans ses contradictions. Le social-impérialisme estime donc le temps venu de pousser ses pions en Afrique. Mais il oublie que les peuples africains ont une longue et cruelle expérience de l'impérialisme et du colonialisme. Les manœuvres de Moscou, ses ambitions profondes de domination

Kremlin dans le but d'obtenir davantage de fusils pour les patriotes africains - ces fusils que Washington et les pays impérialistes européens distribuent sans compter aux racistes sud-africains - ils en connaîtront vite le prix et ne pourront manquer de refuser de les payer de leur indépendance et de leur liberté.

Déjà sans doute l'accueil

vaient donner successivement ont été toutes deux annulées. Ce dernier a critiqué en termes à peine voilés l'assistance économique et technique de l'URSS à l'Afrique et a tenu à faire allusion aux excellentes relations que son pays entretient avec la Chine populaire, propos qui n'ont pas dû plaire à l'émissaire du Kremlin.

août 1975, 144 historiens tchécoslovaques ont été renvoyés de leurs emplois.

Le rapport souligne, par ailleurs, que les familles des opposants politiques sont l'objet de persécutions, notamment le barrage opposé aux enfants qui veulent poursuivre des études secondaires ou universitaires.

• RDA

Les téléspectateurs est-allemands vont se voir infligés prochainement une série télévisée sur l'histoire de l'Union soviétique... en 60 épisodes. Ils n'ignoreront donc plus rien de la manière dont les dirigeants révisionnistes du Kremlin réécrivent l'histoire à leur manière, si toutefois de nombreux postes ne sont pas rageusement fermés quand apparaîtra l'indicatif de cette émission ! Le président du comité est-allemand de coopération avec l'URSS dans le secteur télévision a en effet pris des précautions oratoires en annonçant cette interminable série. Il a précisé que les responsables de la TV est-allemande réfléchissent à la meilleure manière de programmer l'émission pour ne pas «assommer» les téléspectateurs !

• Panama

Les négociations américano-panaméennes sur la zone du canal de Panama sont à nouveau dans l'impasse. Cette situation résulte de l'obstination de l'impérialisme US à se cramponner à ce secteur de haut intérêt stratégique qu'il contrôle depuis de nombreuses années, malgré la colère grandissante du peuple panaméen.

Le lieutenant-colonel Paredes, membre de l'Etat-major et du ministre du Développement agricole panaméen a menacé samedi les Etats-Unis d'affrontements armés dans la zone du canal «s'ils ne se décident pas à négocier sérieusement» (Les négociations actuellement suspendues pour le retour du canal à la souveraineté panaméenne, durent depuis 13 ans !).

Parlant devant une assemblée d'étudiants, l'officier a fait allusion au 9 janvier 1964, journée au cours de laquelle les étudiants avaient tenté d'investir la zone du canal. 22 Panaméens avaient été tués par la troupe américaine. Le dirigeant panaméen a affirmé que «si les Américains veu-

lent à nouveau voir couler le sang, le sang coulera, mais cette fois les militaires seront devant les étudiants.»

• Kampuchéa démocratique

Le Kampuchéa démocratique dispose actuellement d'un surplus de 100 000 tonnes de riz qu'il est prêt à vendre à la Malaisie ou à tout autre pays à déclarer le porte-parole de la délégation cambodjienne qui séjourne actuellement en Malaisie. C'est dire que, en dépit des calomnies diffusées sur le gouvernement révolutionnaire cambodgien, la campagne du riz a été un franc succès remporté grâce à la révolutionnarisation de tout le peuple.

La récolte du caoutchouc se poursuit également dans de bonnes conditions ; le Kampuchéa démocratique en exporte dès maintenant 18 000 tonnes par an.

Le ministre des Affaires étrangères, Ieng Sary, qui dirige la délégation a également annoncé que les deux pays s'étaient mis d'accord pour un renforcement des relations commerciales entre eux.



• Haute-Durance Les éleveurs contre les dégâts de Péchiney-aluminium

Près de mille bêtes, moutons et brebis, ont été tués dans la vallée de la Haute-Durance par les émanations fluorées de l'usine Péchiney Aluminium de l'Argentières. Déversé dans l'air ambiant, le fluor se dépose sur les prés contaminant les animaux ainsi que les légumes des potagers. Atteints de déformations osseuses et de maladies rénales, les bêtes maigrissent et meurent. Les éleveurs de la région se sont organisés en Association de défense. Ils exigent d'être indemnisés et de pouvoir maintenir leurs troupeaux. En effet, dans d'autres régions, Péchiney exigeait des paysans pour les indemniser, qu'ils ne reconstituent pas leur troupeau. Considérant le chiffre des indemnités comme un « baromètre », il pouvait alors parler de « baisse de la pollution ».

Devant le mécontentement des éleveurs qui réclament aussi la suppression des émanations fluorées PUK fait mine de s'ouvrir



Vendredi dernier à TF1

Record d'écoute pour la 9^e symphonie de Beethoven

Beethoven pour nous, c'est surtout l'air de « La pince à linge » chanté par les frères Jacques. Vendredi dernier, Beethoven a totalisé le record d'écoute avec la 9^e symphonie en direct sur TF1. C'était l'anniversaire de sa mort.

On ne peut pas séparer Beethoven de la montée et du triomphe de la bourgeoisie au début du 19^e siècle.

La montée de la bourgeoisie avait historiquement un caractère progressiste, elle s'affrontait au vieil ordre féodal. Dès sa jeunesse, il partage les aspirations des révolutionnaires et fréquente les cercles progressistes de Rhénanie. Dans ces cercles, on fait alterner les couplets de la « Marseillaise » avec ceux de « L'ode à la joie » de Schiller, devenu l'hymne de la liberté.

Les idées politiques de Beethoven étaient très proches de celles qu'exprimait alors la Révolution française et contrairement à beaucoup d'autres intellectuels allemands, il ne s'indignait nullement de la Terreur qui devait les choquer en 1794 : « Je ne veux rien savoir de toute votre morale ; la force est la morale des hommes qui se distinguent des autres, et c'est la mienne », écrit-il. Il bouscule les conventions et s'adresse ainsi à un prince : « Prince, ce que vous êtes, vous l'êtes par le ha-

au problème. Répondant aux accusations des paysans l'un de ses porte-paroles est allé jusqu'à déclarer : « Après tout, nous ne savons pas s'il n'y a pas de fluor dans les patates et le lait... Nous ferons des analyses ». Péchiney veut ainsi faire traîner en longueur et cherche à démobiliser les mécontents alors que cela fait longtemps que de telles choses sont connues. Les pollutions fluorées de Péchiney (vallée de la Maurienne, Lannemazan, Haute-Durance, etc.) et d'Ausuisse (Suisse) sont parmi les pollutions industrielles les plus nocives d'Europe.

Des représentants de l'Association de défense contre les émanations nocives des usines du Valais (Suisse) et le Groupe d'études sur les pollutions fluorées des « Amis de la terre » l'expliqueront au cours d'une réunion d'information le 31 mars à 14 heures à la Cie des bateaux mouches, port de l'Alma, Paris 8e.

Dans « L'Humanité »

La parole aux PDG des trusts nationalisés

Le directeur de la SNCF, celui d'Air France, d'Elf-Aquitaine, de Renault : toute cette belle brochette de dirigeants des entreprises capitalistes d'État avait la semaine dernière tous les honneurs de « L'Humanité ». Durant trois jours, à tour de rôle, les colonnes de l'organe central du parti révisionniste leur ont été ouvertes.

« Défendre les entreprises publiques, c'est défendre l'outil essentiel du développement économique et social » déclarait-on en introduction. Et qui est mieux placé pour le faire que ceux qui sont aujourd'hui chargés d'organiser l'exploitation des travailleurs de ces entreprises ? Le PDG de la SNCF s'est bien évidemment gardé de parler des bas salaires qui sont ceux des cheminots ou des nombreux accidents du travail, d'ailleurs on ne lui demandait pas. Non, ce qu'il fallait, c'était qu'il montre « l'efficacité » de la SNCF. Mais l'« efficacité » sur le dos de qui ? Ce n'est pas dans « L'Humanité » que vous le saurez.

Le PDG d'Air France, quant à lui, alignait également de nombreux chiffres et vantait « les efforts réalisés par la compagnie vis-à-vis des départements d'ou-

tre-mer... par le développement des échanges humains, artistiques et culturels avec la métropole ». Air France au service de la déportation des peuples colonisés, ça, c'est le progrès !

Le PDG d'Elf-Aquitaine pour sa part devait rappeler les « bienfaits » du colonialisme en indiquant parmi les mérites de cette société « d'avoir découvert le premier pétrole en Algérie, puis le premier pétrole de l'Afrique noire ». Le pillage des richesses du tiers monde pour « L'Humanité », ça n'existe pas.

Le PDG de Renault enfin, cinq années après l'assassinat de Pierre Overney par la milice de cette « grande entreprise nationale », devait lui aussi faire l'apologie de ce bain nationalisé.

A lire « L'Humanité », on pourrait sans nul doute croire que dans les entreprises nationalisées, l'exploitation a disparu. Les travailleurs de ces entreprises seront heureux de l'apprendre !

Ils seront intéressés de savoir que leurs patrons ont trouvé dans « L'Humanité »

une tribune. Et surtout, tout cela permettra de mieux dicerner la réalité des nationalisations dont parlent tant les dirigeants du PCF. Leur modèle n'est autre que ce qui existe déjà aujourd'hui. Il s'agit simplement pour eux de l'étendre et de s'installer aux postes de direction. De « l'efficacité », voilà ce que promettent les dirigeants du PCF et si les travailleurs venaient à refuser de faire les frais de cette « efficacité », on ne tarderait pas à les accuser de s'opposer à « l'intérêt national » et au « progrès social »...

Proportionnelle ou pas ?

Le système de la proportionnelle sera-t-il adopté pour les prochaines élections législatives ? C'est là la question qui fait actuellement le tour de tous les partis bourgeois. Lecanuet s'en est proclamé ouvertement partisan, ainsi que Poniatowski. Quant à Barre, il affirme que si Chirac ne rentre pas dans le rang, la proportionnelle sera la seule issue. Et pendant ce temps, Giscard se tait... Ce qui signifie qu'il consent. Seul le RPR est opposé pour le

moment à un tel système. Les partis du Programme commun pour leur part en sont partisans.

Le système actuel était organisé en fonction de la suprématie d'un parti, le parti gaulliste et lui permettait, découpages électoraux aidant, d'être représenté au Parlement. Aujourd'hui alors qu'un nouveau rapport de force s'est créé entre les partis bourgeois, la proportionnelle leur permettrait à tous d'être représentés sans

que l'un d'eux écrase les autres. Elle permettrait notamment aux centristes d'augmenter leur représentation. Et dans l'esprit de Giscard d'Estaing, cela pourrait permettre au PS de se passer du PCF pour avoir des élus.

Bref, toute une cuisine qui une fois de plus montre que la bourgeoisie sait fort bien manipuler les systèmes électoraux en fonction des circonstances et que sa démocratie est plus que truquée.

Foyers Sonacotra

IL FAUT EMPECHER DE NOUVELLES EXPULSIONS !

Comme nous le relations dans notre édition d'hier, le ministre de l'Intérieur convoque le 8 et le 13 avril, les camarades qui viennent de revenir en France.

Le but poursuivi par le pouvoir c'est une nouvelle expulsion afin d'annuler l'immense espoir qui est né après cette première victoire. Il faut empêcher l'accomplissement de ce forfait. Les dossiers sont vides ou remplis de faux témoignages, accusant les expulsés du mois d'avril de s'être livrés à des actes de vio-

lence contre des gérants ce qui est absolument faux.

En fait l'expulsion, exécutée brutalement au petit jour l'année dernière, n'était que la traduction d'une volonté systématique d'interdire aux ouvriers immigrés le droit de grève pour tant reconnu par la constitution bourgeoise.

Faire reculer le gouvernement des patrons sur cette question des expulsions, c'est donc un enjeu capital, une affaire de principes comme le furent dans le passé les luttes pour l'ob-

tention du droit de grève ou d'association pour les ouvriers. Que faire pour cela ?

— MOBILISATION : préparer dès maintenant la mobilisation la plus large possible (syndiqués, démocrates, progressistes, antiracistes...) pour le meeting du 2 avril de 14 à 18 h à la Mutualité organisé par le Comité de coordination des foyers Sonacotra. Mobilisation aussi pour le 8 et le 13 avril dans l'après-midi aux préfectures de Nanterre et de Bobigny (passage devant les commissions d'expulsions). Une affiche et un tract sont disponibles.

— SOUSCRIPTION : il faut le plus rapidement possible rassembler à nouveau 10 000 F afin d'aider nos frères immigrés. Les frais de justice, les voyages des expulsés, tout cela coûte très cher. La démocratie se paye en système capitaliste. Les affiches, les tracts en quantité même réduite occasionnent des frais élevés pour des ouvriers, alors que les Chirac et Cie ont dépen-

sé des milliards d'anciens francs en quelques jours de campagne électorale. La location de la salle de la Mutualité à elle seule coûte 13 000 F. Là aussi, il faut faire appel aux masses en priorité.

— PRESSIONS — INFORMATION : il faut davantage encore faire connaître la lutte, ses origines, ses difficultés, ses victoires et aussi concrétiser cette information par des prises de positions de sections ou syndicats locaux, des communiqués dans la presse locale, des messages de solidarité aux grévistes et de protestation auprès du ministre de l'Intérieur et du conseil d'État. Faites-nous connaître vos initiatives et résultats, envoyez rapidement votre souscription au journal, surtout nos amis lecteurs de province qui n'auront pas l'occasion de monter au meeting.

Vive la grève des loyers qui se poursuit. Il faut que nos camarades restent en France !





Témoignage d'une vendeuse dans un monoprix de la banlieue parisienne Quand les voleurs crient «au voleur»

J'ai 17 ans, à la recherche de mon premier emploi, et en attendant, je travaille en nocturne dans un Monoprix.

La caissière principale devait s'occuper de plusieurs rayons. Une employée demanda son compte, et la directrice, ne voulant pas embaucher une autre personne, lui demanda de faire, en plus du sien, le travail de l'ancienne employée. Elle refusa en disant : « je ne vois pas pourquoi je ferai le double de mon travail en étant payé au même prix, de toute façon, ce n'est pas réglementaire ». Elle se fit renvoyer sous le prétexte banal d'un nul* : elle avait compris, elle en savait trop sur ses droits.

Une autre employée prit sa place. Ayant un jour oublié de ramener chez elle les achats qu'elle avait fait dans la journée, elle retourna au magasin et... surprit les chefs en compagnie de la directrice en train de remplir leurs coffres de voiture, à la sortie arrière de la réserve. La directrice balbutia et la pria de se dépêcher d'aller chercher ses achats. Déjà, elle en avait vu assez pour comprendre ce qui se tramait dans l'entreprise... Des clientes du magasin, en revenant du cinéma ont d'ailleurs pu assister à la même scène...

Or un peu plus tard, cette même employée se fit renvoyer sous le plus injurieux des prétextes : précisément le vol. Voici comment elle raconte son histoire : « j'avais acheté pour le troussseau de ma fille 12 torchons à 4,90 et 12 à 6,65. Mais en les enregistrant, j'ai tapé 24 torchons à 4,90, donc une erreur de frappe au détriment de Monoprix. J'ai payé mes achats. Le soir, à ma grande surprise, je suis appelée pour un contrôle. Tout de suite après avoir

constaté mon erreur, j'ai proposé de payer la différence. Ils n'ont rien voulu entendre, ont dit que je l'avais fait exprès, m'ont fouillée et fait déshabillée, m'ont fait enlever mes chaussures. N'ayant rien trouvé, ils ont appelé la gendarmerie et m'ont mise à pied pour trois jours. Les gendarmes sont venus perquisitionner chez moi sans rien trouver, et comme je fais partie du comité d'entreprise, je reçus le lendemain une lettre recommandée me disant de me présenter au bureau. Les 4 employés du CE étaient soi-disant d'accord pour le licenciement. La lettre était de toute façon tapée à l'avance. Tout cela n'était que comédie. Bien sûr, je n'ai touché ni congés payés ni prime de licenciement ».

Ainsi, à cause d'une erreur de frappe, elle est passée à la porte. Ajoutons qu'elle allait passer cadre et qu'ils l'ont remplacée par une nouvelle, ne sachant rien et leur coûtant moins cher.

Dans ce magasin, nous devons finir à 9 heures, mais mercredi soir à 9 H 1/4, nous étions en train d'attendre l'ouverture des portes. J'ai manifesté mon impatience, les chefs m'ont répondu : « s'il y en a qui ne sont pas contents, il y a des feuilles de démission à la direction...! Nous sommes des employés comme vous, ne l'oubliez pas ! »

Mais peut-on se confondre avec ceux qui, tout en ayant des salaires qui n'ont rien à voir avec les nôtres, peuvent en plus se permettre de voler tranquillement!

Une lectrice (*) pratique couramment admise : la caissière qui a enregistré un prix ne correspondant pas à celui d'un article, garde le ticket pour un autre client.

● Métallurgie-Dijon Face à l'intransigeance de la direction, les travailleurs occupent l'usine

FRLE (Groupe Philips fabrique d'ampoules électriques) emploie environ 450 personnes.

Jusqu'en juin 76, c'était un fief de la CFT. En juin 76, est fondée une section syndicale CFDT qui devient très rapidement majoritaire.

Depuis cette époque, la CFDT mobilise le personnel pour : 300 F uniformes pour tous, pas de salaires inférieurs à 2 200 F, augmentation régulière des travailleurs par catégorie (la direction l'a supprimée à cause de la conjoncture alors qu'elle le faisait avant), indemnisation des heures perdues pour réduction d'horaire : en effet depuis octobre 1974, la direction avait ramené les horaires de 42h50 à 40 H pour les femmes et de 45 H à 42 H 50 pour les hommes avec paiement seulement à 50 % des heures perdues (cela fait 1/4 heure perdu par jour de travail), amélioration des conditions de travail - cadences, effectifs - car il faut savoir qu'en moyenne pour une production doublée il y

a trois personnes en moins par chaîne et ce depuis 5 ans.

De même dans les services annexes comme l'entretien, de nombreux travailleurs ont été mis en retraite anticipée et le même boulot est toujours fait,

brayage par poste tous les jours. Cela fait perdre à la direction 3 heures de production (une heure par équipe, plus une heure pour la mise en chauffe des machines).

Ces débrayages sont

La direction fait trainer pour ne pas négocier. Devant cette attitude, les travailleurs durcissent le mouvement : mercredi 23 mars au soir, FRLE est occupée, les piquets de grève se mettent en place.

Jusqu'à présent, la direction n'a qu'une seule réponse à l'action des travailleurs : la répression.

Vendredi, elle traduit en référé une trentaine de grévistes pour demander l'expulsion. Celle-ci est accordée par la justice qui sert si bien les patrons.

Samedi, lors d'une rencontre avec les grévistes au ministère du travail, la patron dit simplement : je n'ai rien à vous déclarer !...

Face à cela, les travailleurs commencent à organiser la solidarité, les travailleurs de la zone industrielle Dijon-Sud (où se trouve FRLE) étaient appelés à un rassemblement devant FRLE à la sortie du travail.

Mardi, une assemblée générale va continuer d'organiser la popularisation.

Correspondant HR

Solidarité

Les travailleurs du groupe FRLE sont en contact (usines à Châlons, Issy-les-Moulineaux, est de la France). A Châlons où la CGT est majoritaire, il y a une heure de débrayage de temps en temps.

La lutte aurait dû être simultanée avec celle de Dijon. Mais ces messieurs délégués CGT s'oc-

cupaient des élections où ils étaient candidats et ils ne se sont pas trop occupés de la lutte à mener à FRLE Châlons en commun avec FRLE Dijon.

Samedi avait lieu une Inter-FRLE ; cette rencontre entre diverses entreprises du groupe devrait permettre la solidarité et l'information sur la lutte de Dijon.

par moins de personnel.

La lutte s'organise

Depuis le 18 février, en moyenne une heure de dé-

suivis à 95 % du personnel de fabrication. Une AG a lieu tous les jours pendant le débrayage. La direction leur propose : 1,5 % au 1er avril, puis au 1er mars puis... disparaît 15 jours en vacances !!!

Victoire chez Bourgoin (Vendée)

C'est une usine de matériel agricole qui exporte vers les pays de l'Est ; 60 ouvriers :

- des salaires de 1 700 F net par mois pour 43 h
- aucun avantage social
- coefficients non revalorisés
- répression syndicale ; depuis plusieurs années, le patron fait tout pour diviser les travailleurs et décourager leurs représentants afin de rester « seul maître à bord » : refus de réunir les délégués sur le temps de travail, menaces et licenciements ; on est passé de 100 % de syndiqués à 0 % !

Pendant 3 ans, les travailleurs n'ont rien dit, ils ont vu leur situation se dégrader.

Depuis janvier 77, les travailleurs se sont réorganisés, ont élu des délégués du personnel et reconstitué une section syndicale. Le 17 mars, ils ont rencontré la direction :

- pour le rattrapage des salaires
- pour le 13e mois par étapes
- pour avoir du savon, des bleus de travail, des chaussures de sécurité, des gants.

Malgré plusieurs rencontres, aucun résultat : 90 % des travailleurs ont débrayé. Leur lutte a été exem-

plaire :

- par sa popularisation : manifestations en ville, des milliers de tracts,
- par sa combativité : blocage des portes pour empêcher les machines de sortir.
- par sa démocratie prolétarienne : toutes les décisions étaient prises en assemblée générale de syndiqués et non syndiqués.
- * la minorité qui votait contre la grève suivait l'avis de la majorité et faisait grève.
- * les jeunes ouvriers et leurs camarades plus anciens, qui avaient l'expérience des luttes et de la répression se sont étroitement unis.

Après 4 jours de grève, les travailleurs de chez Bourgoin ont obtenu satisfaction pour une grande partie de leurs revendications.

- Ils ont obtenu :
- 150 F de plus par mois.
 - reconnaissance du délégué syndical
 - bleus, savon...
 - révision prochaine des salaires
- C'est par la lutte et non par le bulletin de vote qu'ils ont fait céder leur patron !

Abonnement pour le quotidien et le bi-mensuel

QUOTIDIEN

Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)	
Abonnement		
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

● BSN - Rive-de-Gier (Loire) Trahison de la gauche

Depuis l'élection de la nouvelle municipalité à Rive-de-Gier (la gauche unie) le conflit BSN s'achemine vers la négociation des licenciements prévus.

Le faux parti communiste sabote la lutte des travailleurs en affirmant qu'il est préférable de licencier une partie des ouvriers plutôt que de fermer les portes de l'usine ! Belle morale communiste de ce M. Marc Bruyère, secrétaire fédéral de la Loire du parti bourgeois révisionniste !

Quand le maire était de droite, il adoptait une attitude « dure » pour pouvoir récupérer les voix des travailleurs aux élections (au profit des renégats). Maintenant que la gauche est élue, allons messieurs, il faut laisser respirer la nouvelle municipalité !

Mais les travailleurs dans un tract dénoncent cette reprise forcée et sont décidés à mettre la municipalité au pied du mur.

Correspondant HR

NON ! ÇA PLUTOT :

